

CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

SESSION ORDINAIRE 1995-1996

14 JUIN 1996

PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment
à l'Accord de Partenariat et de Coopération
établissant un partenariat entre
les Communautés européennes
et leurs Etats membres, d'une part,
et la Fédération Russe, d'autre part,
et aux Annexes 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10,
aux Protocoles 1 et 2 et à l'Acte final,
faits à Corfoe le 24 juin 1994

RAPPORT

fait au nom de la Commission des Finances,
du Budget, de la Fonction publique,
des Relations extérieures
et des Affaires générales

par M. Serge de PATOUL (F.)

Ont participé aux travaux de la Commission:

1. Membres effectifs : MM. Marc Cools, Jean-Pierre Cornelissen, Jacques De Grave, Serge de Patoul, Eric van Weddingen, Alain Zenner, Alain Bultot, Mmes Françoise Dupuis, Andrée Guillaume-Vanderroost, MM. Dominique Harmel, Walter Vandenbossche.
2. Membres suppléants: M. Mohamed Daïf, Mme Béatrice Fraiteur, MM. Benoît Veldekens, Mostafa Ouezekhti.
3. Autres membres: M. Thierry de Looz-Corswarem, Mme Sylvie Foucart, MM. Paul Galand, Michiel Vandenbussche.

Voir :

Document du Conseil:
A-74/1 - (95-96): Projet d'ordonnance.

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

GEWONE ZITTING 1995-1996

14 JUNI 1996

ONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met de Partnerschaps-
en Samenwerkingsovereenkomst waarbij
een partnerschap tot stand wordt gebracht
tussen de Europese Gemeenschappen
en hun Lid-Statens, enerzijds,
en de Russische Federatie, anderzijds,
en de Bijlagen 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10,
de Protocolen 1 en 2 en de Slotakte,
opgemaakt te Korfoe op 24 juni 1994

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor financiën, begroting,
openbaar ambt, externe betrekkingen
en algemene zaken

door de heer Serge de PATOUL (F.)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Marc Cools, Jean-Pierre Cornelissen, Jacques De Grave, Serge de Patoul, Eric van Weddingen, Alain Zenner, Alain Bultot, Mevr. Françoise Dupuis, Mevr. Andrée Guillaume-Vanderroost, de heren Dominique Harmel, Walter Vandenbossche.
2. Plaatsvervangers : de heer Mohamed Daïf, Mevr. Béatrice Fraiteur, de heren Benoît Veldekens, Mostafa Ouezekhti.
3. Andere leden : de heer Thierry de Looz-Corswarem, Mevr. Sylvie Foucart, de heren Paul Galand, Michiel Vandenbussche.

Zie :

Stuk van de Raad:
A-73/1 - (95-96): Ontwerp van ordonnantie.

I. Exposé du ministre*

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Le démantèlement de l'ancienne Union Soviétique, fin 1991, entrera certainement dans l'histoire comme l'un des événements majeurs du 20^{ème} siècle, tant au plan mondial que pour l'Europe et pour notre pays.

On peut dire que c'est également un événement important pour l'Europe car la disparition de l'Union Soviétique signifie pour les peuples d'Europe centrale et orientale l'ouverture de la voie vers une économie de marché et une démocratie multipartite.

Plusieurs de ces Etats sont à présent liés à l'Union Européenne (U.E.) par des traités d'association (que l'on appelle les accords européens), ce qui leur garantit le libre-échange et, à terme, une perspective d'adhésion. L'Union ne ménage d'ailleurs pas ses efforts pour assister ces pays dans leur laborieux passage vers une économie de marché qui est une condition nécessaire à la prospérité et à l'équité sociale.

Il s'agit aussi d'un événement important pour *notre pays* qui peut ainsi et plus que jamais contribuer à la construction de l'Europe de demain et qui, dans le domaine économique, accède aux nouveaux marchés restés fermés de manière pratiquement hermétique à nos entreprises durant les décennies de régime communiste.

Parmi tous ces nouveaux partenaires d'Europe centrale et de l'Est, la Fédération de Russie est sans aucun doute le plus important.

La Russie revêt une importance géostratégique par le nombre de ses habitants (près de 150 millions), par ses frontières qui s'étendent de la Norvège à la Chine et par son armée qui reste l'une des plus puissantes du monde.

En outre, la Russie a une importance politique parce qu'elle travaillera dorénavant en étroite collaboration avec l'Union Européenne et dans les principaux forums internationaux tels que l'ONU, la CSCE, le Conseil de l'Europe, l'OCDE ou le G-7.

Enfin, d'un point de vue économique, la Russie occupe une place de choix parce qu'elle deviendra sans aucun doute l'un des principaux partenaires commerciaux de l'Union Européenne à cause de la fertilité de ses superficies agricoles, la richesse de ses ressources minérales et la modernisation programmée de son industrie et de son réseau de communications.

* Le Ministre a fait un exposé commun sur les projets d'ordonnance A-74/1 - 95/96 et A-76/1 - 95/96.

I. Uiteenzetting van de minister*

Mijnheer de Voorzitter,
Dames en Heren,

Het uiteenvallen van de voormalige Sovjet-Unie, eind 1991, zal ongetwijfeld de geschiedenis ingaan als één van de belangrijkste gebeurtenissen van de 20ste eeuw, zowel op mondiaal vlak als voor Europa en voor ons land.

Een belangrijke gebeurtenis voor *Europa* omdat met het wegvallen van de Sovjet-Unie voor de volkeren van Midden- en Oost-Europa het pad werd geëffend naar een vrije markteconomie en een meerpartijdemocratie.

Verschillende van deze Staten zijn nu door een associatieverdrag (de zogenaamde Europa-akkoorden) met de Europese Unie (E.U.) verbonden, wat hun vrijhandel garandeert en op termijn uitzicht op toetreding biedt. Voor de Unie is trouwens geen inspanning te veel om deze landen bij te staan in hun moeizame omschakeling naar een markteconomie.

Een belangrijke gebeurtenis ook voor *ons land* dat, meer dan ooit, een bijdrage kan leveren tot de opbouw van het Europa van morgen en dat, op economisch gebied, toegang krijgt tot nieuwe markten die door het communisme decennia lang vrijwel hermetisch gesloten zijn gebleven voor onze ondernemingen.

Van al deze nieuwe Midden- en Oosteuropese partners is de Russische Federatie ongetwijfeld de belangrijkste.

Rusland is in de eerste plaats van geostrategisch belang omdat het zowat 150 miljoen inwoners telt, zijn grenzen zich uitstrekken van Noorwegen tot China en zijn leger nog altijd één van de machtigste ter wereld is.

Daarnaast is Rusland ook van politiek belang, omdat het voortaan nauw zal samenwerken met de Europese Unie ook in de meeste internationale fora zoals de UNO, de CVSE, de Raad van Europa, de OESO of de G-7.

Uit economisch oogpunt ten slotte is Rusland ook van gewicht omdat het met zijn vruchtbaar landbouwareaal, zijn rijkdom aan delfstoffen en de omvang van de op termijn geplande investeringen in de modernisering van de industrie en het verkeersnet onmiskenbaar één van de belangrijkste handelspartners van de Europese Unie zal worden.

* De minister heeft een gemeenschappelijke uiteenzetting gegeven over de ontwerpen van ordonnantie nrs. A-74/1 - 95/96 en A-76/1 - 95/96.

Le Gouvernement belge a su évaluer à sa juste valeur l'importance de la Russie et a dès lors négocié, durant les pourparlers entre l'Union Européenne et la Russie portant sur l'Accord de Partenariat et de Coopération, un Traité bilatéral d'Entente et de Coopération. Ce Traité fut signé à Bruxelles en date du 8 décembre 1993 par le Président Boris Eltsine, le Premier Ministre J.L. Dehaene et les cinq ministres belges communautaires et régionaux compétents en la matière.

Ce Traité bilatéral couvre quasiment tous les domaines de la coopération bilatérale tels que l'intensification du dialogue bilatéral tant sur le plan politique que sur le plan de la culture, de l'enseignement, de la formation professionnelle, de la santé et de la recherche scientifique. Cette coopération a trait à la science, à la protection de l'environnement, à la justice, à la lutte contre la drogue et contre le terrorisme, à l'économie et à la coopération économique lors du passage de la Russie vers l'économie de marché.

C'est en cela que se situe la grande différence entre le Traité "belge" d'Entente et de Coopération formant le nouveau cadre politique général à l'intérieur duquel des conventions particulières avec la Russie peuvent se discuter et le Traité de Partenariat "européen" qui doit ouvrir la voie vers une intégration économique de la Fédération de Russie dans un large espace économique européen.

Cette convention européenne de partenariat et de coopération fut signée en date du 24 juin 1994, en marge du Sommet européen de Corfou.

La convention de partenariat et de coopération est une construction originale à mi-chemin entre la Convention conclue avec l'U.R.S.S. en décembre 1989 en matière de commerce et de coopération économique et les accords d'association européens conclus entre-temps avec tous les pays d'Europe centrale.

On estimait en effet, d'une part, que les anciennes conventions de la "première génération" conclues avec l'U.R.S.S. étaient insuffisantes, compte tenu de la nécessité des réformes rigoureuses dans les Etats concernés. D'autre part, aucun des 12 nouveaux Etats ne satisfaisait aux conditions politiques et économiques devant permettre la prise en considération de la conclusion de conventions européennes. Celles-ci introduisent, comme on l'a signalé, une zone de libre-échange et comportent la perspective d'une entrée dans l'Union Européenne.

De telles Conventions ont pu être conclues jusqu'à présent avec douze ex-républiques soviétiques. Des négociations sont actuellement en cours avec le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

Toutes ces Conventions ont été conclues sur la base de directives établies par le Conseil des Affaires Générales

De Belgische Regering wist het belang van Rusland juist in te schatten. Nog tijdens de besprekingen tussen de Europese Unie en Rusland over een Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst voerde de Belgische Regering onderhandelingen over een bilateraal Verdrag inzake Verstandhouding en Samenwerking. Dit Verdrag werd te Brussel op 8 december 1993 ondertekend door President Boris Jeltsin, Eerste Minister J.L. Dehaene en de vijf ter zake bevoegde Belgische Gemeenschaps- en Gewestministers.

Dit bilateraal Verdrag bestrijkt haast alle gebieden van de bilaterale samenwerking zoals het intensifiëren van de bilaterale dialoog zowel op politiek gebied als op het vlak van cultuur, onderwijs, beroepsopleiding, gezondheid en wetenschappelijk onderzoek, wetenschap, milieubescherming, justitie, drugsbestrijding en de strijd tegen terrorisme, economie en economische samenwerking bij de overschakeling van Rusland naar een markteconomie.

Hierin bestaat dan ook het grote verschil tussen het bilaterale "Belgische" Verdrag inzake Verstandhouding en Samenwerking dat het nieuwe algemeen politiek kader vormt binnen hetwelk bijzondere overeenkomsten met Rusland opnieuw kunnen worden besproken en het "Europees" Partnerschapsverdrag dat de weg moet vrijmaken voor een economische integratie van de Russische Federatie in een brede Europese economische ruimte.

Deze Europese Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst werd op 24 juni 1994, in de marge van de Europese Top van Korfoe, ondertekend.

De Partnerschaps- en Samenwerkingsovereenkomst is een originele constructie die het midden houdt tussen de in december 1989 met de U.S.S.R. gesloten Overeenkomst inzake handel en commerciële en economische samenwerking en de Europese associatieovereenkomsten gesloten met onderhand alle Midden Europese landen.

Eenzijds was men immers van oordeel dat de oude nog met de U.S.S.R. gesloten overeenkomsten van de "eerste generatie", rekening houdend met de noodzaak van verregaande hervormingen in de desbetreffende Staten, ontoereikend waren. Anderzijds voldeed geen van de 12 nieuwe Staten aan de politieke en economische voorwaarden die moesten toelaten het sluiten van Europa-overeenkomsten in overweging te nemen. Deze laatste voeren, zoals reeds gezegd, met name een vrijhandelszone in en bevatten het vooruitzicht op toetreding tot de Europese Unie.

Tot op heden kon reeds met negen van de twaalf ex-sovjet republieken een dergelijke Overeenkomst worden gesloten. Met Tadjikistan, Toerkmenistan en Oezbekistan worden op dit ogenblik nog onderhandelingen gevoerd.

Al deze Overeenkomsten werden afgesloten op basis van richtlijnen, vastgesteld door de Raad Algemene Zaken van

d'octobre 1992. Malgré cette "base commune" pour toutes les accords de partenariat, le déroulement et l'aboutissement des négociations avec les différents pays ont été subordonnés à des "facteurs externes" tels que le niveau de progrès de ces pays et leur situation économique et politique. Ainsi, il a déjà été convenu qu'en ce qui concerne la Russie, on vérifiera en 1998 si les circonstances sont de nature à permettre d'aborder des négociations sur l'instauration d'une zone de libre-échange.

Le large champ d'application de ce traité qui vise une coopération tant politique que commerciale, économique et culturelle fait de ce traité de partenariat avec la Russie un traité mixte.

Pour la Région de Bruxelles-Capitale, les articles 56 à 83 sous le titre VII "Coopération économique" sont essentiellement importants.

En effet, ils concernent la coopération sur le plan des investissements, des sciences et de la technologie, de l'énergie, de l'environnement, des transports et du développement régional.

Le traité bilatéral de partenariat et de coopération est une convention mixte concernant tant les compétences de l'Etat fédéral que celles des Communautés et des Régions. En ce qui concerne plus particulièrement les Régions, les compétences dont il est question dans ce Traité se rapportent à la coopération réciproque dans le domaine de l'économie, de l'énergie, du transport, de l'agriculture ainsi qu'à la recherche scientifique afférente et à la préservation de l'environnement, à la protection et à la promotion des investissements, ...

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale doit dès lors donner son assentiment aux deux Conventions.

En date du 25 janvier 1996 le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuvait les deux Conventions. L'avis du Conseil d'Etat, demandé le 1^{er} février 1996, nous fut transmis début mars pour les deux Conventions.

Dans les deux cas il fut tenu compte, dans l'élaboration du projet d'ordonnance, des remarques du Conseil d'Etat, à l'exception d'une remarque, à savoir celle par laquelle le Conseil d'Etat propose de citer dans l'arrêté de présentation le titre complet du Membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale qui introduit la proposition. Nous ne suivons pas le Conseil d'Etat en cela parce que si un Membre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale introduit un projet, celui-ci agit en une qualité et sur la base de compétences spécifiques.

oktober 1992. Ondanks deze "gemeenschappelijke basis" voor alle partnerschapsovereenkomsten, werden het verloop en de uitkomst van de onderhandelingen met de diverse landen afhankelijk gesteld van "externe factoren" zoals de mate van vooruitgang van deze landen en hun economische en politieke situatie. Zo werd nu reeds overeengekomen dat in 1998, wat Rusland betreft, nagegaan zal worden of de omstandigheden van die aard zijn dat kan worden begonnen met onderhandelingen over de totstandkoming van een vrijhandelszone.

Het ruime toepassingsgebied van dit verdrag - het behelst zowel politieke als commerciële, economische en culturele samenwerking - maakt dat dit Partnerschapsverdrag met Rusland als een gemengd verdrag beschouwd dient te worden.

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn vooral de artikelen 56 tot 83 onder de titel VII "Economische Samenwerking" van groot belang.

Zij behelzen immers samenwerking op het vlak van investeringen, wetenschappen en technologie, energie, milieu, vervoer en regionale ontwikkeling.

Ook het bilaterale Verdrag inzake Verstandhouding en Samenwerking is een gemengde overeenkomst die zowel betrekking heeft op de bevoegdheden van de federale Staat als op die van de Gemeenschappen en Gewesten. Wat meer bepaald de Gewesten betreft slaan de bevoegdheden in dat Verdrag op wederzijdse samenwerking op het gebied van economie, energie, transport, landbouw, alsmede het wetenschappelijk onderzoek terzake, milieubescherming, bescherming en bevordering van investeringen, ...

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad dient dan ook haar instemming te betuigen met beide Overeenkomsten.

Op 25 januari 1996 heeft de Brusselse Hoofdstedelijke Regering haar goedkeuring gehecht aan deze Overeenkomsten. Het advies van de Raad van State, gevraagd op 1 februari 1996, werd ons voor beide Overeenkomsten begin maart overgemaakt.

In beide gevallen werd, bij het opstellen van het ontwerp van ordonnantie, rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad behalve één, nl. daar waar de Raad van State voorstelt om in het voordrachtformulier het voordragend Lid van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met zijn volledige titel aan te halen. De Raad van State wordt hierin door ons niet gevolgd omdat het in een welbepaalde hoedanigheid en op basis van specifieke bevoegdheden is, dat een Lid van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een ontwerp voordraagt.

Dès lors nous vous saurions gré de bien vouloir donner votre assentiment à ces deux Traités, conformément à la Constitution et aux lois spéciales.

II. Discussion générale*

Un membre demande pourquoi ces Traités sont signés par le ministre-président alors qu'ils concernent surtout l'économie, les transports et l'environnement.

Le ministre répond que lorsqu'un Traité a trait à de multiples compétences, il est de tradition que ce dernier soit signé par le ministre des relations extérieures et par le ministre-président qui représente l'ensemble du gouvernement.

Un membre exprime son malaise face à cette demande d'approbation de deux Traités. D'une part, la commission vient d'adopter le protocole à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et d'autre part, on lui demande d'approuver deux Traités avec la fédération de Russie, pays au sein duquel les droits de l'homme ne sont pas toujours respectés, notamment en Tchétchénie.

Il a le sentiment que l'assemblée régionale joue le rôle de boîte aux lettres et souhaiterait que cette dernière ait en son sein un large débat sur la politique de relations extérieures que la Région bruxelloise souhaite mener. Le rôle de la région dans ce domaine est d'autant plus important que Bruxelles est la capitale de l'Europe.

La présidente indique qu'elle veut bien se faire l'interprète auprès du président du conseil pour que ce débat ait lieu.

Deux membres estiment que ce débat serait opportun, d'autant qu'il y a un certain nombre de Traités qui impliquent des engagements financiers pour la Région bruxelloise. L'un d'entre eux demande si ce Traité en particulier représente une dépense pour la région.

Un membre rappelle que le ministre a promis, au moment de la discussion du budget, d'établir une note de politique extérieure de la Région bruxelloise. Il demande quand cette dernière sera prête.

Le ministre répond qu'il est tout à fait d'accord pour avoir, au sein de cette commission, un large débat sur la politique extérieure de la région. Il indique que sa note est pratiquement terminée et que la discussion de cette dernière pourra avoir lieu après les vacances parlementaires.

* Les projets d'ordonnance nos A-74/1 - 95/96 et A76-1 - 95/96 ont été discutés conjointement.

Wij zouden het dan ook op prijs stellen indien U, in overeenstemming met de Grondwet en de Bijzondere Wetten, uw instemming met deze Verdragen betuigt.

II. Algemene bespreking*

Die Verdragen hebben voornamelijk betrekking op de economie, het vervoer en het leefmilieu en een lid vraagt dan ook waarom zij door de minister-voorzitter zijn ondertekend.

De minister antwoordt dat het gebruikelijk is dat een verdrag, dat betrekking heeft op een groot aantal bevoegdheden, wordt ondertekend door de minister belast met de externe betrekkingen en door de minister-voorzitter, die de hele regering vertegenwoordigt.

Een lid heeft het moeilijk met de vraag om deze twee Verdragen goed te keuren. De commissie heeft zoëven het protocol bij het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden goedgekeurd. Nu vraagt men de commissie haar goedkeuring te hechten aan twee verdragen met de Russische federatie, waar de rechten van de mens niet altijd worden geëerbiedigd, onder meer in Tsjetsjenië.

Hij heeft de indruk dat de Hoofdstedelijke Raad de rol van een brievenbus vervult en hij wenst dat er in die Raad uitvoerig wordt gedebatteerd over het buitenlands beleid dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wil voeren. De rol van het Gewest ter zake is belangrijk, temeer omdat Brussel de hoofdstad van Europa is.

De voorzitter deelt mede dat hij bereid is om er in naam van de commissie bij de voorzitter van de Raad op aan te dringen om dit debat te houden.

Twee leden zijn van mening dat zulks opportuun zou zijn, temeer omdat een aantal verdragen voor het Gewest financiële verplichtingen met zich brengen. Een van hen vraagt of dit Verdrag in het bijzonder een uitgave met zich brengt voor het Gewest.

Een lid herinnert eraan dat de minister tijdens de begrotingsbespreking heeft beloofd een nota op te stellen over het buitenlands beleid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Hij vraagt wanneer die nota klaar zal zijn.

De minister antwoordt dat hij het er volledig mee eens is dat er in deze commissie een brede discussie wordt gevoerd over het buitenlands beleid van het Gewest. Hij deelt mede dat zijn nota nagenoeg klaar is en dat de bespreking ervan na het parlementaire reces kan plaatsvinden.

* De ontwerpen van ordonnantie nrs A-74/1 - 95/96 en A76-1 - 95/96 zijn gezamenlijk besproken.

En ce qui concerne les implications financières de ce Traité, il répond qu'il n'y en a pas tant que la région ne prend pas d'initiatives en la matière.

Enfin, à propos des droits de l'homme en Russie et des problèmes de cette dernière avec la Tchétchénie, il répond qu'il vaut mieux continuer à traiter avec les Russes plutôt que de les isoler. C'est également l'opinion du Parlement européen, qui a déjà approuvé ce Traité, et de tous les autres pays de l'Europe en ce compris la Belgique. Bruxelles, capitale de l'Europe, ne doit pas aller à l'encontre de ce mouvement.

Un membre revient sur le problème de la contribution financière des Traités. Il demande, dans le cas où un autre pouvoir fédéré prend une initiative, si c'est lui qui en supporte les conséquences financières.

Le ministre répond par l'affirmative.

Un membre comprend la position du ministre à propos de la nécessité de poursuivre le dialogue avec la Russie mais constate que, malgré le Traité de paix avec la Tchétchénie, les droits de l'homme sont toujours bafoués dans ce pays. Il estime que la Région bruxelloise doit donner un signe de désapprobation de cette situation lors de la communication officielle du Traité aux autorités russes. C'est la raison pour laquelle il s'abstiendra sur ce projet.

Un membre partage les appréhensions du membre précédent mais estime que ce n'est pas une raison pour s'abstenir sur le vote de ce projet d'ordonnance. Il fait remarquer que la commission ne peut pas, en même temps, dire que c'est à tort que les institutions lui confient l'assentiment de ce Traité, et refuser de s'inscrire dans le processus de l'assentiment européen de ce dernier.

Un membre est du même avis que le membre précédent. Il pense que c'est au moment où la région prendra une initiative, et prévoira un budget en conséquence, qu'il faudra s'interroger pour savoir si les conditions sont réunies pour s'engager dans une coopération avec ce pays.

Un membre partage également les préoccupations des membres précédents. Il estime que le meilleur service que l'on puisse rendre à la Russie, c'est de maintenir des contacts avec cette dernière afin de lui permettre de quitter son isolement diplomatique.

III. Discussion des articles

Article 1^{er}

L'article 1^{er} est adopté par 9 voix et 1 abstention.

Wat de financiële gevolgen van dit Verdrag betreft, antwoordt hij dat er geen zijn zolang het Gewest ter zake geen initiatieven neemt.

In verband met de rechten van de mens in Rusland en de problemen met Tsjetsjenië antwoordt de minister dat het beter is met de Russen te blijven onderhandelen dan ze te isoleren. Het Europees Parlement, dat dit Verdrag reeds heeft goedgekeurd, en alle andere Europese landen, waaronder België, zijn dezelfde mening toegedaan. Als hoofdstad van Europa mag Brussel niet tegen de stroom ingaan.

Een lid komt terug op het probleem van de financiële bijdrage in het kader van de Verdragen. Hij vraagt of, in geval een ander Gewest of een Gemeenschap een initiatief neemt, het daarvan ook de financiële gevolgen draagt.

De minister antwoordt bevestigend.

Een lid heeft begrip voor het standpunt van de minister, dat de dialoog met Rusland moet worden voortgezet, maar het lid stelt vast dat, ondanks het Vredesverdrag met Tsjetsjenië, de mensenrechten in dit land nog steeds met de voeten worden getreden. Het lid is van mening dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij de officiële bekendmaking van het Verdrag aan de Russische overheid te kennen moet geven dat het die situatie afkeurt. Om die reden zal het lid zich bij de stemming over dit ontwerp onthouden.

Een lid deelt de bezorgdheid van de vorige spreker, maar meent dat dit geen reden is om zich bij de stemming over dit ontwerp van ordonnantie te onthouden. Het lid doet opmerken dat de commissie niet tegelijk kan zeggen dat de instellingen haar ten onrechte opdragen om met dit Verdrag in te stemmen en weigeren met Europa mee te doen in het kader van de goedkeuring van dit Verdrag.

Een lid deelt de mening van het vorige lid en meent dat men zich pas op het ogenblik dat het Gewest een initiatief neemt en daartoe een budget uittrekt, dient af te vragen of aan alle voorwaarden voldaan is om met dit land samen te werken.

Een lid deelt de bezorgdheid van de vorige sprekers en is van mening dat men Rusland een dienst bewijst door met dit land contacten te blijven onderhouden om het de mogelijkheid te bieden uit zijn diplomatiek isolement te treden.

III. Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1

Artikel 1 wordt aangenomen met 9 stemmen, bij 1 onthouding.

Article 2

L'article 2 est adopté par 9 voix et 1 abstention.

IV. Vote sur l'ensemble

L'ensemble du projet d'ordonnance est adopté par 9 voix et 1 abstention.

Le rapport est approuvé à l'unanimité des 11 membres présents.

Le Rapporteur,

Serge de PATOUL

La Présidente,

Françoise DUPUIS

Artikel 2

Artikel 2 wordt aangenomen met 9 stemmen, bij 1 onthouding.

IV. Stemming over het geheel

Het ontwerp van ordonnantie wordt in zijn geheel aangenomen met 9 stemmen, bij 1 onthouding.

Het verslag wordt goedgekeurd met eenparigheid door de 11 aanwezige leden.

De Rapporteur,

Serge de PATOUL

De Voorzitter,

Françoise DUPUIS

